

TIMOR CLIPS

N.° 10

MARS 1998

La fin de Suharto Le début de la paix?

L'Indonésie est certainement le pays du Pacifique le plus touché par la crise asiatique, plusieurs facteurs s'étant conjugués pour le faire plonger dans un tourbillon de catastrophes. Le pays est secoué presque sans arrêt par des émeutes que l'armée ne parvient pas à calmer.

Parmi les causes de ce désastre, il y a tout d'abord, l'énorme dette étrangère (près de 120 milliards de dollars, dont quelque 70 milliards d'origine privée et pour la plus grande partie à très court terme). Puis, les feus de forêt de l'été et la sécheresse, qui ont sérieusement fait fléchir la production agricole (le pays est aujourd'hui très dépendant des importations de riz). Ensuite, le retour en masse des émigrants qui travaillaient dans d'autres pays asiatiques et qui renvoyaient chez eux chaque année 50 millions de dollars. Et, enfin, la rigidité du système SUHARTO: l'économie est en très grande partie entre les mains des parents et des proches du dictateur et la «famille 20%» (nom qu'on donne au clan SUHARTO, à cause des commissions recouvrées en échange de «petites faveurs» économiques) place ses intérêts au dessus des souffrances du peuple, qui

souffre aujourd'hui de la faim, de la vie chère et du chômage.

Il est difficile de se faire une idée de l'ampleur de la crise économique indonésienne, car les chiffres ont perdu presque toute signification: la roupie dégringole sur une route cahotique, si bien que le revenu par habitant, qui valait mille dollars l'année dernière, peut valoir un jour 600 dollars, la semaine suivante 300 dollars. La valeur de la roupie? 17 000, 11 000 roupies contre un dollar? La vérité change chaque jour.

Pour les couches populaires, il n'y a qu'une certitude: le riz manque et les prix des denrées montent en flèche. En janvier, le prix de l'huile alimentaire est monté de 150%, celui du riz, de 50 à 80%, celui des médicaments, de 40 à 100%. Les chiffres pour le chômage sont incertains, mais on prévoit une forte augmentation.

Les entreprises ferment l'une après l'autre et de «grands projets nationaux» sont mis en veilleuse. Le fameux projet *Timor* (quelle ironie), la voiture nationale, est définitivement abandonné, ainsi que le super-avion concocté par le

ministre de la Recherche et de la Technologie, B. J. HABIBIE. Les banques, tenues de rembourser leurs dettes, sont prises à la gorge.

Le FMI a essayé, à plusieurs reprises, d'imposer une nouvelle orientation à l'économie indonésienne, en forçant le vieux dictateur à ouvrir les frontières aux investissements et à libérer les prix. Le résultat en a été, d'un côté, que la famille SUHARTO a tout fait pour maintenir ses privilèges, et, de l'autre, que les prix ont flambé, provoquant la colère populaire.

Guidé par un nouveau conseiller, l'économiste américain Steven HANKE, SUHARTO a décidé d'instaurer un taux de change officiel fixe pour la roupie, dans l'espoir d'enrayer la dégringolade de la monnaie (et peut-être de mettre les avoirs de ses proches en lieu sûr, avant le *crash* final).

Tout ça, cependant, n'est que brouillilles. Car le plus grave problème dont souffre le pays est le cul-de-sac politique où l'a conduit la sanglante dictature de Suharto, au pouvoir depuis 32 ans.

Face à la faim et au chômage, la dictature n'a d'autres arguments que l'armée et la répression. Le 11 mars, l'Assemblée Consultative (MPR) devra choisir le nouveau président, qui, comme par hasard, faute d'autres candidats officiels, s'appellera SUHARTO. Le système est tout simplement verrouillé. Le MPR constitué d'un savant dosage de députés élus et nommés par SUHARTO et l'armée, auxquels s'ajoutent encore d'autres éléments nommés par les

(suit page 6)

DANS CE NUMÉRO:

SOS Timor en bref	2
Le Timor devant le Parlement Belge	3
Timor et le crocodile	5
TIMOREXPRESS	8

ABONNEMENTS

TIMOR CLIPS est envoyé gratuitement à toute personne en faisant la demande. Néanmoins une contribution minimum de BEF 200,- par an sera toujours la bienvenue. Envoyez-là au compte bancaire en Belgique du SOS-TIMOR: 210-0751861-66

❖
ONT PARTICIPÉ
À CETTE ÉDITION

Carlos Oliveira Reis, Fernanda Rondão, Maró Mastroyiannis

SOS Timor en bref

SOS TIMOR A ORGANISÉ À *Espace Lisboa*, à Bruxelles, fin novembre, un dîner de solidarité réunissant plus de 40 personnes. À cette occasion, la boursière a remercié tous ses parrains et marraines, lesquels lui ont permis de suivre à l'Université Libre de Bruxelles une maîtrise en relations internationales.

❖
LE 16 MARS, À BRUXELLES, aura lieu une réunion de Intergroupe de parlementaires européens avec les organisations de solidarité avec le peuple du Timor-oriental. Des délégations sont attendues en provenance de plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, la Belgique, la Confédération Helvétique, la France, la Finlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Probablement la réunion aura la

présence de M. RAMOS HORTA, aussi bien que d'autres personnalités militantes pour la cause du Timor.

Notre comité a collaboré avec TAPOL dans l'organisation de cette rencontre.

Si vous avez des questions vous pouvez nous contacter.

❖
DEPUIS MAINTENANT VOUS pouvez nous contacter par messagerie électronique (internet) à notre nouvelle adresse:

SOSTimor@yahoo.com

❖
NOTRE ORGANISATION EST composée de bénévoles qui sont solidaires avec la cause du peuple du Timor-oriental. Si vous disposez d'une soirée par mois et si vous voulez collaborer avec nous dans les tâches de l'organisation écrivez-nous.

II Congrès de l'UDT à Perth, Australie

Le II Congrès extraordinaire de l'Union Démocratique Timoraise (UDT) s'est tenu du 3 au 6 décembre 97. Cette initiative a compté avec la participation de plus d'une centaine de délégués, observateurs et invités venant des quatre coins du monde et certains de l'intérieur même du Timor. João VIEGAS CARRASCALÃO a été réélu pour un mandat de 4 ans à la tête de ce parti timorais. Le I Congrès extraordinaire de l'UDT s'était tenu à Lisbonne en décembre 1993.

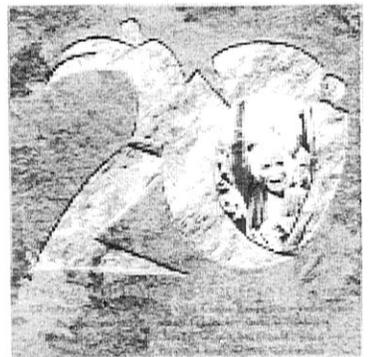
CATALOGUE

Voici le matériel qui peut être commandé par les intéressés (prix en francs belges):

① *Timor Oriental 20 ans d'occupation, 20 ans de résistance* (version Anglaise disponible aussi), brochure: 200,-

② *International Law and the Question of East Timor* (IPJET), 342 pages: 500,-

③ *20 years of Resistance to Genocide in East Timor* (U2, Peter Gabriel, Midnight Oil, Xutos & Pontapés, Abé Ho Aloz, Bonga, etc), CD-Audio: 750,-



④ *East Timor Indonesian Occupation and Genocide (Barbedo de Magalhães)*, 75 pages: 100,-

⑤ *East Timor is Not Indonesia*, autocollant pour voitures (vitres): 50,-

⑥ *Timor: 20 années d'occupation*, dépliant gratuit

⑦ *Conférence à Woluwé Saint-Pierre, du 21 avril 97, par M. R. Horta: Timor-oriental: 21 années d'occupation*, cassette VHS (en français et anglais): 300,-

Les app

1. Génér: eral FEISA | JI. Mede donésie
2. Lt. Gen polisian F donésie
3. Téléci Des copi 3. Secrète





Lode Vanoost

Le Timor devant le Parlement belge

Nous avons interviewé pour ce numéro Lode VANOOST, député fédéral belge du parti Agalev (écologiste flamand). Il a élaboré et fait voter une résolution en faveur du Timor Oriental au parlement belge.

– Comment avez-vous connu le problème du Timor Oriental ?

– Je connais ce problème depuis le début, depuis les années 70. J'ai toujours eu de la sympathie pour les plus faibles et toutes ces années, j'ai admiré la persistance de cette lutte contre l'Indonésie, l'un des pays les plus grands du monde et le Timor Oriental qui a la taille d'une province flamande avec à peu près au moment de l'invasion 800 000 habitants et jusqu'à aujourd'hui, ils tiennent toujours la lutte et leurs idéaux. Et puis, c'était une des dernières colonies portugaises. Cela se passait au même temps que la révolution au Portugal, la révolution des œillets. J'étais jeune étudiant. Il y avait à ce moment-là une grande attention pour ce qui se passait au Cambodge. Je ne vais pas justifier ici ce qui s'est passé au Cambodge, au contraire. Mais, bon ! J'ai toujours été frappé par l'hypocrisie: au Cambodge où l'on n'avait plus d'influence, on criait au grand scandale, au génocide. Là où l'on avait de l'influence, à Jakarta, on n'a rien dit. Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Europe ont dit: «Allez-y, oui ! Vous êtes un partenaire économique, un bastion contre le communisme.» Enfin, le discours de la guerre froide à ce moment-là. J'ai donc toujours suivi ça dans les journaux, un petit article en bas de la page qui disait: «La lutte de résistance au Timor Oriental continue.» Un homme comme CHOMSKY qui a écrit des livres sur le Timor Oriental entre autre m'a toujours frappé. C'est un homme qui était bien informé, qui

comparait comment les médias aux États-Unis faisaient des reportages sur l'un et sur l'autre [Cambodge et Timor]. Puis dans les années 80 est apparu le mouvement écologiste, je suis allé dedans. Il y a 3 ans, je suis devenu parlementaire. On est à 10. Chacun se partage un peu ce qu'il doit faire. Moi, j'ai dit dès le début que la question de trafic d'armes, les droits de l'homme, les peuples indigènes et tout ça sur le plan international, je voulais bien suivre. Une des premières choses qu'on m'a demandé à la commission des affaires étrangères, c'était de co-signer une résolution sur le Tibet. J'étais encore nouveau. Je me suis demandé ce que c'était qu'une résolution. En fait, une résolution c'est une déclaration, une intention. Ce n'est pas vraiment une directive politique. Le gouvernement n'est pas obligé de suivre ce qui est dedans. C'est plutôt dire: «Écoutez, on voudrait que notre politique aille dans ce sens-là vis-à-vis de l'Indonésie, des Timorais ici. Ça, c'est

une lutte perdue. Quand l'Irak a envahi le Koweït, on a dit: «Le droit international. On ne peut pas approuver une invasion d'un pays membre des Nations Unies par un autre pays.» Alors, je me suis dit qu'il y avait aussi la Turquie à Chypre, Israël au Liban, la Syrie au Liban, il y a le Maroc au Sahara Occidental. Il y a des tas de pays dans le monde qui viole chaque jour le droit international. Alors si l'on est un peu conséquent, il faut faire aussi quelque chose pour la lutte au Timor. Cette discussion-là a duré des mois et des mois. Il a fallu 7 mois avant que cette résolution ne soit dans l'agenda de la commission des affaires étrangères. Il y a eu une première discussion. Mais, à ce moment-là, pour la seconde discussion et puis pour le vote final, 2 ou 3 jours avant, on annonce le Prix Nobel de la Paix 96 à M. RAMOS HORTA et M^{re} BELO. J'ai tout de suite fait un amendement pour ajouter là où c'était écrit RAMOS HORTA, Prix Nobel. Et alors quelques jours après dans la commission, tout

Un homme comme CHOMSKY qui a écrit des livres sur le Timor Oriental entre autre m'a toujours frappé. C'est un homme qui était bien informé, qui comparait comment les médias aux États-Unis faisaient des reportages sur l'un et sur l'autre [Cambodge et Timor].

notre point de vue sur ce problème-là.» Alors quand j'ai lu cette résolution sur le Tibet, je me suis dit que j'allais moi aussi faire une résolution sur l'une des choses que j'ai toujours bien suivi dans ma tête, le Timor Oriental. Alors, j'ai fait cette résolution. Et au début, elle n'était pas reçue positivement par les grands partis, pas du tout. C'est surtout une initiative de l'opposition. Car l'Indonésie est un partenaire économique et puis, le Timor est

le monde a approuvé et voté. Et c'est venu à la session plénière. On dit toujours que les résolutions ne signifient pas beaucoup mais la réaction de l'Indonésie a été furieuse. Je sais de sources fiables que l'ambassadeur a été réprimandé par ses autorités à Jakarta parce qu'il n'avait pas suivi depuis le début cette résolution. Il a demandé une audition à la commission. Il l'a eu quelques mois après. Malheureusement,

(suit page 4)



(de la page 3)

j'étais à l'étranger cette semaine-là. L'ambassadeur a donné un discours sur le point de vue de l'Indonésie. Il a dit que la religion, la langue, la culture et l'économie du Timor étaient développés, qu'eux avaient libéré le Timor du joug colonial des Portugais. Heureusement, mon collègue à qui j'avais dit ce qu'il fallait dire a répondu : «a ce moment-là, le Portugal non plus n'était pas une démocratie. C'est justement parce que le Portugal est devenu une démocratie que le Timor Est a su se libérer et vous, vous êtes intervenus pour bloquer le processus.» Le Timor était un mauvais exemple, il ne faut pas oublier qu'en Indonésie même, il y a beaucoup de peuples qui luttent pour leur autonomie ou leur indépendance. Il n'y a pas un peuple indonésien, en plus l'Indonésie n'est pas une démocratie, c'est une dictature. En chiffres mathématiques, le président SUHARTO est le génocidaire le plus grand vivant toujours au pouvoir. En 1965, quand il a pris le pouvoir [...], il a massacré entre 1 et 1,5 million d'Indonésiens et le massacre a continué après. Donc, ce qu'il a fait au Timor était une continuation de la politique interne de l'Indonésie. On se demande maintenant pourquoi l'Ouest n'a jamais protesté contre les atrocités. Parce que ce que l'on a fait, c'est tuer un peuple entier. Il y a les moyens classiques de la dictature: la torture, la répression. Mais, en plus, on fait des stérilisations forcées des femmes et des tas de choses pour des tas de raisons économiques et géopolitiques. Et maintenant qu'il y a du pétrole dans l'océan au large de Timor, les plus grands complices sont évidemment les États-Unis. Le président FORD était avec KISSINGER à Jakarta la veille de l'invasion. Il a dit: «Attendez quand même 24 heures et faites-le quand nous serons partis de Jakarta parce que c'est un peu gênant.» Ils ont continué à livrer des armes pendant toutes ces années. La Belgique a, à un certain moment vendu des éléments de cockpit

fabriqués dans les usines en Flandres. A un certain moment, dans les années 80, on a aussi livré des mini-rockets idéaux contre la guérilla. La Belgique a investi dans des projets d'aide au développement désastreux. Il faut dire qu'en Belgique pendant 30 ans, l'aide au développement, c'était surtout l'aide au développement de firmes belges. [...] A un certain moment, la Fabrique Nationale a investi dans des projets de développement en Indonésie. Ça revient à une chose, c'est le profit et pour ça, tout doit céder. Moi, je ne me fais pas d'illusions sur les résultats de résolutions comme ça. Je pense que cela peut aider si on ajoute ça à toutes les autres choses, c'est un pas de plus dans la bonne direction. Il est évident qu'un gouvernement peut faire mieux que ça. Je pense que notre gouvernement mis à part cette résolution qui était une initiative à moi n'a rien fait. Le ministre a même hésité des semaines avant de remettre officiellement ce texte à l'ambassadeur indonésien.

– *Que pensez-vous faire maintenant ?*

– J'ai des plans pour introduire une nouvelle résolution pour le problème du Timor Gap. Alors, je pense que ça va devenir plus difficile pour la faire approuver. C'est non seulement critiquer l'Indonésie une 2^e fois mais l'Australie en plus qui, quand même est une démocratie. Moi, je dis toujours qu'une démocratie comme la nôtre n'est pas parfaite et ne le sera jamais. Car la démocratie n'est pas quelque chose de fixe. C'est une évolution de la société. Il y a toujours des choses à améliorer. Je fais des résolutions sur les autres pays mais ce n'est pas pour dire : «Nous, nous sommes bons et vous, vous êtes des mauvais. Et vous devez changer.» Je critique mon propre gouvernement et assez sévèrement, par exemple sur le commerce des armes. Notre pays est un petit commerçant d'armes, n'importe ! On est commerçant d'armes ici dans ce pays! [...] En 96, la Belgique

a exporté des armes vers l'Indonésie, pas beaucoup mais quand même. Donc, un de ces jours, je vais de nouveau interpeller le ministre là-dessus. Et je li répéterai : «Écoutez, monsieur le ministre, il y a un an à peu près, on a voté cette résolution. Et maintenant, on constate qu'entre temps, vous signez des licences pour l'exportation d'armes vers ce même pays. Il y a quand même quelque chose qui ne va pas.» Je pense que c'est ça le travail d'un parlementaire.

– *Le ministre vous répond quoi quand vous l'interpellez à ce sujet ?*

– Vous savez, un ministre n'est pas obligé de dire toute la vérité, il doit dire la vérité mais il peut oublier un peu ici, un peu là. Il va répéter de grandes lignes, de grands principes. L'importance d'un tel débat est surtout vis-à-vis de l'opinion publique, qu'au moins, on sache que le ministre dit que ce qui se passe au Timor est affreux et en même temps, il permet des exportations d'armes. C'est à l'opinion publique de juger alors. La réponse du ministre, ça, je ne m'en fais pas d'illusions. [...] Influencer la politique d'un gouvernement pendant un même mandat, c'est quasiment impossible. L'influence qu'on a est indirecte. C'est à long terme qu'il y a une évolution dans le monde. C'est un peu cynique ce que je vais dire là, mais il y a 100 ans, un problème comme le Timor Est n'existait pas. L'Indonésie allait là et massacrait tout le monde en une fois. Il y a une évolution, ça ne fait pas beaucoup de différence. Pour les gens qui sont victimes de ces formes de répression, la discussion est académique. Mais, globalement, ça veut dire qu'il y a un changement. Et c'est pour des choses pareilles qu'il faut faire des résolutions sur le Timor. [...] Pour faire des choses pareilles, il faut avoir une vision à long terme même du point de vue intérieur. Si on fait ça pour avoir des résultats à court terme, on sera déçu.

– *Vous pensez que les Belges s'intéressent*

(suit page 5)



Timor et le crocodile

Plusieurs lecteurs nous ont demandé le pourquoi des petits crocodiles dans notre bulletin. Nous avons une explication, légendaire...

Une légende souvent racontée...

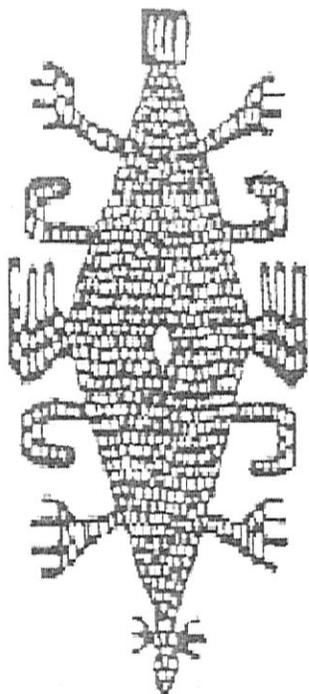
Il y a bien longtemps, un garçon aperçut un bébé crocodile en train d'essayer de survivre tandis que brillait un soleil impitoyable. Il tenta de passer d'une lagune à la mer; mais ce petit crocodile n'était pas très fort, et il ne se mouvait que très lentement. Le garçon en eut pitié, le ramassa et le porta jusqu'à la mer.

Le crocodile fut très reconnaissant, et promit qu'il se souviendrait de cette bonté. Et que si le garçon voulait voyager, il n'aurait qu'à venir au bord de la mer et appeler «Crocodile, Crocodile!» Il arriverait alors.

Du temps passa. Le garçon se souvint de la promesse du crocodile. Il alla à la mer et, après le troisième

appel, vint le crocodile. Ils étaient, comme deux vieux amis, très heureux de se retrouver. «Assieds-toi sur mon dos», dit le crocodile, et il l'emmena en voyage. Et ils firent beaucoup de voyages ainsi.

Et un jour, voilà que le crocodile eut envie de manger le garçon. C'était son instinct, étant l'animal qu'il était. Mais sa conscience le dérangeait, et avant de le faire il décida d'aller quérir l'avis d'autres animaux. Une baleine. Un tigre. Un buffle. Et encore beaucoup d'autres. Tous les condamnèrent, s'indignant qu'il soit capable de rétribuer le service du gamin par une mauvaise action. Finalement il se rendit auprès d'un singe, l'animal le plus fin, qui saute de branche en branche. Et celui-ci lui décrocha, pour son ingratitude, les plus vilains mots qu'il connaissait — et dispa-



rut.

Le crocodile eut honte. Il renonça à l'idée de manger le garçon. De nouveau il le prit sur son dos et ils voyagèrent, voyagèrent, jusqu'à ce que le crocodile eut atteint un âge avancé. Il dit alors: «Ami, il n'existe pas d'assez grande récompense pour la bonne action que tu as faite pour moi. Je dois maintenant mourir. Je vais me changer en une terre, un pays où toi et tes descendants vivrez de ma substance.»

Le crocodile devint l'île de Timor, qui a sa forme, et les Timorais sont les descendants de ce garçon. Là-bas, les gens sont toujours bons. Ils sont accueillants, ont le sens de la justice et racontent cette légende pour l'expliquer.

Notre peuple appelle les crocodiles «Grand-père». Quand ils traversent une rivière, ils disent toujours: «Crocodile, je suis ton petit-fils, ne me dévore pas.»

(in <http://www.math.jussieu.fr/~kahn/Timor/images/crocodile/crocodile.html>)

(de la page 4)

vraiment à ce genre de problèmes ?

– La politique étrangère dans n'importe quel pays, ça n'intéresse qu'une certaine portion de la population. Les gens s'intéressent partout dans le monde à des problèmes autour de leur région, de leur village. Je fais partie de la commission des infrastructures. Je m'intéresse aux problèmes autour de Bruxelles-National. Quand je vais parler quelque part des problèmes des vols

de nuit, il est évident qu'il y a beaucoup plus de monde que quand je vais parler quelque part sur le Timor Oriental. Il ne faut pas se faire d'illusions là-dessus. Mais je pense toujours qu'il faut faire les deux. [...]

– Vous croyez à un Timor libre ?

– Je l'espère sincèrement. Le Timor a une symbolique qui va au delà du Timor même. Si un petit pays comme ça réussit, cela veut dire que les autres pays plus

grands doivent réussir aussi.



La fin de Suharto Le début de la paix?

(de la page 1)

mêmes, choisis ce qu'on lui dit de choisir.

Entre-temps, les candidats non officiels, malgré le soutien dont ils disposent ne figurent même pas sur l'ordre du jour. Il s'agit de MEGAWATI SOUKARNOPUTRI,

filie du héros de l'indépendance SOUKARNO, soutenue par une vaste coalition démocratique et par le mouvement étudiant et les syndicats non reconnus, du leader islamique réformiste, AMIEN RAIS, à la tête du mouvement

Muhammadiyah (25 millions de membres), et de l'ancien ministre Emil SALIM.

Pour prévenir les nouvelles émeutes, les forces armées indonésiennes ont interdit toute manifestation jusque après les «élections» du 11 mars. Le commandant militaire de Djakarta, Major-Général Sjafrie SIAMSOEDDIN, a constitué un commandement opérationnel spécial (*Koops-Jaya*), en vue d'«assurer la sécurité» de la session du MPR. Il dispose de 50 000 hommes en armes, prêts à intervenir. Des opérations militaires ont lieu chaque jour, à grands renforts de chars, canons à eau et d'hélicoptères.

Les meurtres et les arrestations se succèdent. Selon TAPOL, une organisation indonésienne de défense des droits de l'homme, à la mi-février, le nombre d'arrestations s'élèverait à plus de 700 personnes: 152 à Java orientale, 266 à Pamanukan (Java occidentale), 6 à Losari (Java occidentale), 34 à Donggala (Sulawesi), 30 à Pasuruan (Java orientale), 15 à Bima (NTT), 56 à Ende (NTT), 37 à Kendari (Sulawesi), 8 à Praya (Lombok), 5 à Garut (Java occidentale) et 146 à Djakarta. Cinquante personnes ont été arrêtées pendant une marche contre le travail infantile à Djakarta. Bien que toutes aient été libérées par après, 35 d'entre elles seront jugées et devront s'attendre à de lourdes peines. En effet, les autorités font usage des plus dures lois contre tout manifestant.

Cette situation indique clairement la fin du règne de SUHARTO, même si l'élection du 11 mars a lieu. Cependant, quelle sera le débouché de la crise? Si le mouvement démocratique arrive à s'imposer par l'ampleur de ses manifestations et de ses actions,

(suit page 7)

Appel à l'aide

TAPOL* est une organisation qui défend les droits humains en Indonésie et qui a toujours soutenu les peuples envahis et opprimés par le régime de Djakarta. Elle a récemment publié un communiqué sur les récents événements, dont voici quelques extraits:

«Des lois très dures sont invoquées à l'égard des manifestants. En plus de la loi contre la subversion et des articles sur "l'attisement de la haine" du Code Pénal, une loi de 1969, la Loi 5/1969, est fréquemment utilisée. Selon cette loi, une personne accusée de "s'être engagé dans des activités politiques" risque d'être condamnée à cinq ans de prison.

A titre d'exemple, 146 personnes ont été arrêtées au cours d'une manifestation pacifique à Djakarta le 11 février. Les autorités ont indiqué qu'elles poursuivraient 128 d'entre elles pour cause "d'activités politiques"; 123 manifestants sont accusés au titre de la Loi 5/1969 et cinq au titre de la loi anti-subversive, qui est encore plus draconienne.

La police a annoncé qu'elle tirerait à vue contre les "émeutiers", dans le but d'enrayer les explosions de colère contre la misère. Cette tactique pourrait être utilisée également contre les manifestants, car les explosions de colère spontanées et les protestations organisées en faveur de la démocratie parfois se mélangent par leurs demandes et leurs actions.»

Dans son communiqué, TAPOL demande à tous ceux qui soutiennent la démocratie en Indonésie, à tous ceux qui défendent les peuples opprimés par Djakarta, à tous ceux qui aiment la paix d'exiger partout:

- d'exiger que les gouvernements de par le monde cessent de soutenir SUHARTO; que toute vente d'armes à Djakarta soit l'objet d'un moratoire;
- de soutenir par tous les moyens les manifestants arrêtés et tués.

* 111 Northwood Rd | Thornton Heath | GB - SURREY CR7 8HW | Télécopieur: +44 081-6530322



Des Timorais préparent la Convention et le Congrès National dans la diaspora

Les organisations politiques et civiques timoraises vont organiser une convention en avril prochain au Portugal. Cette initiative aura lieu à Peniche du 23 au 26 avril et comptera avec la présence de 250 délégués, représentant non seulement les partis politiques (UDT et Fretilin) mais aussi tous les autres groupes nationalistes et organisations civiques timoraises dans la diaspora.

La convention choisira un Conseil Supérieur de Lutte, représenté par 2/3 de Timorais présents sur le territoire et 1/3 dans la diaspora.

Les noms de ceux de l'intérieur seront seulement confirmés étant donné qu'ils seront indiqués par les leaders de la résistance timoraise à l'intérieur. XANANA GUSMÃO devra également être confirmé comme Président du Conseil Supérieur de Lutte et le CNRM (Conseil National de résistance Maubère) deviendra le CNRT (Conseil national de Résistance Timorais). Les participants à cette convention des Timorais en exil adoptera aussi une Carta Magna et nommera une Commission pour rédiger une Lettre Constitutionnelle qui devra être discutée lors du

Congrès National des Timorais dans la Diaspora, une initiative déjà fixée du 6 au 12 décembre au Portugal.

Une Commission organisatrice travaille déjà à la préparation de ces 2 initiatives mandatées par le propre Commandant XANANA GUSMÃO et composée par José RAMOS HORTA (représentant spécial du CNRM), José Luís GUTERRES (chef de la délégation extérieure du Fretilin), João CARRASCALÃO (président de l'UDT) et FRANCISCO FERNANDES (du «Groupe de Macao»).

(de la page 6)

on pourrait assister à un tournant majeur pour l'archipel et toute la région du Pacifique.

Pourtant, des signes inquiétants nous parviennent. Déjà des responsables du régime essayent d'attiser la haine raciale surtout contre la minorité chinoise. En effet, l'ethnie chinoise s'est spécialisée dans le commerce et ce sont les commerçants qui présentent les nouveaux prix aux consommateurs. Les vautours pourraient profiter de l'occasion pour dévoter les émeutes; et profiter du désordre pour instaurer une nouvelle dictature sans SUHARTO.

En ce qui concerne Timor, l'espoir est

permis. Plusieurs facteurs pourraient favoriser la venue de temps meilleurs.

Le premier facteur: les forces armées. Les forces armées indonésiennes comprennent 450 000 hommes (dont 190 000 constituant les forces policières). Or, environ 30 000 hommes (et des troupes d'élite en plus) sont engagés à Timor oriental. Ce qui nous donne une idée de l'ampleur de l'effort déployé par Djakarta pour mater ce petit pays.

Il est à prévoir que ces troupes seront «nécessaires» ailleurs, ce qui pourrait laisser un peu respirer les Timorais.

Mais surtout, le plus grand espoir doit venir des forces d'opposition.

MEGAWATI SOUKARNOPUTRI ne s'est jamais engagée clairement en faveur de l'auto-détermination de Timor oriental. Mais le mouvement étudiant et plusieurs personnalités l'ont fait. Et on ne pourrait pas concevoir un changement démocratique en Indonésie si l'oppression se maintenait à Timor oriental.

TIMOR EXPRESS

Lucas da Costa: «Disparition» probable/craintes de torture

TIMOREXPRESS A TRANSMIT À SES membres les préoccupations pour la sécurité de LUCAS DA COSTA, universitaire timorais que l'on a vu pour la dernière fois le 23 décembre 1997 alors qu'il quittait son domicile pour se rendre à l'Université Airlangga, à Surabaya (province de Java central).

Les proches de LUCAS DA COSTA ont cherché à obtenir des renseignements auprès de l'armée et de la police, mais en vain. Il y a lieu de penser que cet homme a été arrêté parce qu'il est en faveur de l'indépendance du Timor oriental.

L'enlèvement de LUCAS DA COSTA intervient après l'arrestation à Surabaya, le 21

décembre, de six autres Timorais. Ces personnes auraient été enlevées à leur domicile, par dix individus masqués. Elles ont été emmenées dans des Jeeps où elles ont passé plusieurs heures, les yeux bandés; elles auraient alors été battues et menacées. Elles ont été relâchées le lendemain à l'aube.

Les appels devraient être envoyés à :

1. Général commandant les forces armées (ABRI) | General FEISAL TANJUNG | Panglima ABRI | Markas Besar ABRI | Jl. Medan merdeka Barat N° 13 | Jakarta Timur, Indonésie

2. Lt. Gen. DIBYO WIDODO | Kapolri | Markas Besar Kepolisian RI | Jalan Trunojoyo 13 | Jakarta Selatan | Indonésie

☎ / Télécopieur: +62 21 720 7277

Des copies des lettres devraient être envoyées à :

3. Secrétaire général de la Commission nationale des

droits de l'homme :

Prof. Dr. Baharuddin Lopa | Sekretaris Jenderal | Komisi Nasional Hak Asazi Manusia (Komnas HAM) | Jl. Lutharhary 4B | Jakarta Pusat, Indonésie.

☎ / Télécopieur: +62 21 392 52 27. Messagerie: info@komnas.go.id

Et aux ambassades de l'Indonésie (à Bruxelles: Avenue de Tervueren, 294 | 1150 Bruxelles).

Les appels devraient être envoyés le plus vite possible, avant le 12 février 1998.

☞ Voulez-vous faire un geste utile en faveur des prisonniers d'opinion timorais?

Il suffit pour cela d'adhérer à **TIMOREXPRESS**, un réseau que le Comité SOS TIMOR vient de créer, et qui adopte des méthodes inspirées des réseaux d'action urgente d'*Amnistie Internationale*. Il ne faudrait pas croire que l'attribution du Nobel de la Paix 96 à M^{rs} BELO et à M. RAMOS HORTA, en consacrant la cause de Timor au niveau international, aurait rendu moins nécessaire notre action de soutien. Les détentions arbitraires, les tortures, les violences de la police et des forces d'occupation indonésiennes se font sentir peut-être plus que jamais. Les adhérents à **TIMOREXPRESS** s'engagent à écrire des lettres en soutien des timorais dont la situation sera l'objet de communications qui leur seront envoyées à cette fin. La première communication, ci-contre, contient un appel à une action urgente en provenance du *East Timor Human Rights Centre*. Il y est fait état de la situation de 8 jeunes timorais qui ont été victimes de violences, y compris la torture, ou qui sont portés disparus.

Adhérez à TIMOREXPRESS. Il suffit de communiquer votre adhésion et vos coordonnées par les moyens habituels ou par :

♦ ☎ : +32 (0)2 219 57 20 (le matin)

♦ messagerie électronique:

SOSTimor@yahoo.com



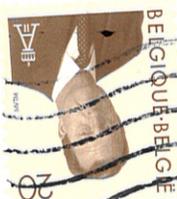
02/219 57 20 ☎ 02/223 04 42

CANADA - M55 2T1 TORONTO

Station P

P.O. Box 562

East Timor Alert Network



TIMOR CLIPS
Boîte Postale 39
B-1040 Bruxelles 42